



Pour diffusion immédiate
Communiqué

Le gouvernement Charest a fait son choix : l'éducation n'est pas sa priorité!

Montréal, le 30 mars 2010 – La Fédération autonome de l'enseignement (FAE) déplore le peu d'envergure du budget présenté par le gouvernement Charest qui ne propose aucune solution pour favoriser le développement social du Québec et qui ne répond aucunement à l'urgent besoin de réinvestir en éducation.

Le gouvernement Charest puise dans la poche des contribuables

Pour atteindre l'équilibre budgétaire, le gouvernement ira chercher 31 % des sommes nécessaires dans la poche des particuliers d'ici 2014 contre seulement 7 % dans celles des entreprises. Cela représente un fardeau additionnel de près de 3,5 milliards de dollars pour les contribuables alors que les entreprises, elles, ne contribueront que d'à peine 800 millions de dollars. On demande donc aux moins nantis et à la classe moyenne de contribuer à la richesse des autres. Le gouvernement opte pour une réduction des budgets accordés aux services publics et profitera des départs à la retraite pour réduire à terme de moitié le personnel qui y travaille.

Poursuit-il lentement le démantèlement des services publics? Il semble donner la réponse en annonçant la fusion ou l'abolition d'une trentaine d'organismes ou de fonds publics. En même temps, il gèle la masse salariale de la fonction publique jusqu'en 2014. Il faudra s'attendre à payer la facture : hausse moyenne des tarifs d'électricité, hausse des droits de scolarité, instauration d'une taxe sur la santé qui atteindra 200 \$ par adulte en 2012 et augmentation de la taxe de vente.

Le fait d'accroître davantage le fardeau fiscal des familles ajoute à leur difficulté à « joindre les deux bouts ». Lorsque le tissu social se désagrège, les problèmes se transposent à l'école : le nombre d'élèves en difficulté augmente, les enseignantes et enseignants voient leur tâche s'alourdir davantage. La qualité générale des services offerts par l'école publique en souffre.

« Le gouvernement tente de nous faire croire qu'il n'a pas la marge de manœuvre pour agir. Il a pourtant les deux mains sur le volant et il a délibérément choisi avec ce budget d'entreprendre un virage à droite avec un pare-brise complètement obscurci par les intérêts des mieux nantis et sans aucune vision du développement social. Où sont les sommes pour réinvestir en éducation, un secteur essentiel pour assurer notre développement et notre richesse collective? Le coût social du décrochage n'est-il pas déjà assez élevé? À quand un gouvernement qui considérera l'éducation comme un véritable investissement? », a déclaré le président de la FAE, Pierre St-Germain.

2...

On maintient le sous-financement de l'éducation

En éducation, on ajoute un maigre 316 millions de dollars sur un budget de 14,8 milliards, ce qui ne représente aucun ajout réel d'investissement puisque cette somme servira pour l'essentiel à couvrir l'augmentation des coûts de système. Un budget décevant à courte vue qui démontre que ce gouvernement n'a aucune perspective à long terme, compte tenu du peu de ressources accordées à l'éducation. Les enfants de familles démunies demeurent les victimes du financement inadéquat du système éducatif que cristallise ce budget du gouvernement Charest. Non seulement ne permet-il pas aux moins nantis de sortir de la crise économique mais il les accable davantage. Pourtant, il aurait été possible de trouver la marge de manœuvre nécessaire pour éviter un déficit et même obtenir les sommes importantes à réinvestir en éducation. Le gouvernement aurait pu facilement s'attaquer aux vraies vaches sacrées qui paralysent le développement du Québec.

« Il est clair que ce n'est pas avec ce budget que la ministre de l'Éducation pourra donner suite à la promesse libérale de réduire davantage le nombre d'élèves par classe, d'assouplir la tâche et de réduire la précarité d'emploi du personnel enseignant. Il ne faut pas non plus espérer améliorer l'offre de services de soutien afin de répondre aux énormes besoins des élèves en difficulté. Pourtant, c'est ce gouvernement qui a affirmé que l'éducation était sa priorité. La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Michelle Courchesne, écrit noir sur blanc sur son site Web : "Les élèves ont besoin de savoir que nous sommes derrière eux et que nous croyons en eux, que nous sommes solidaires de leurs efforts et fiers de leur réussite". Est-ce en modifiant le calendrier scolaire qu'on va le démontrer ou en réinvestissant en éducation pour rendre favorables les conditions de travail des enseignantes et enseignants et les conditions d'apprentissage de tous les élèves? La ministre ne cesse de parler de persévérance scolaire. Ce n'est pas en appauvrissant davantage les familles qu'on va mettre en place les conditions favorisant la fréquentation de l'école. Ce n'est sûrement pas en bondant des classes d'élèves en difficulté, en épuisant les profs qu'on va rendre l'école attrayante et dynamique. Le gouvernement Charest rate une fois de plus l'occasion de faire preuve d'un minimum de cohérence entre son discours et ses actions », ajoute le président de la FAE, Pierre St-Germain.

Le gouvernement Charest n'expose pas tous les choix!

S'attaquer sérieusement à l'évasion fiscale, abolir les subventions aux écoles privées, mettre fin à la surfacturation des grands travaux publics, ramener les subventions directes aux entreprises privées au niveau de celles de l'Ontario, augmenter l'impôt des plus fortunés, rétablir la taxe sur le capital pour les institutions financières, imposer les millions de dollars versés en options d'achat d'actions aux dirigeants des banques et des grandes entreprises, annuler le crédit d'impôt sur les gains en capital des entreprises et les congés fiscaux des entreprises ou encore augmenter les tarifs préférentiels d'électricité des grandes entreprises ne sont que quelques exemples qui lui auraient permis de récupérer plusieurs milliards de dollars.

«Et si on nous rétorque que s'attaquer aux bénéficiaires des grandes sociétés c'est compromettre la création de la richesse, faut-il rappeler que l'éducation est un levier économique incontournable pour assurer l'avenir d'une nation. Limiter l'accès aux connaissances et à la formation adéquate, c'est aussi compromettre le développement social et économique. En négligeant l'éducation, on destine une part importante des élèves, particulièrement ceux qui éprouvent des difficultés, vers des métiers mal rémunérés, contribuant ainsi à maintenir ces individus dans le cycle infernal de la pauvreté. Pire encore : on accentue de la sorte la tendance déjà désastreuse au décrochage scolaire. Le gouvernement a choisi de compromettre cet avenir en négligeant de financer adéquatement ce secteur crucial. Au moment où nous

négociations de bonne foi pour apporter les correctifs qui s'imposent en éducation, ce budget gouvernemental envoie un signal de mépris à l'égard des enseignantes et enseignants, et de toute la population du Québec. C'est franchement inacceptable », de conclure le président de la FAE, Pierre St-Germain.

Au sortir d'une crise économique, on aurait pu s'attendre du gouvernement qu'il ait une vision à plus long terme et qu'il soit sensible à la réalité d'un Québec à construire.

La FAE regroupe neuf syndicats de l'enseignement qui représentent quelque 30 000 enseignantes et enseignants (le tiers du personnel enseignant au Québec) du préscolaire, du primaire, du secondaire, du milieu carcéral, de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes ainsi que le personnel scolaire des écoles Peter Hall et du Centre académique Fournier.

- 30 -

Source : Fédération autonome de l'enseignement
Renseignements : Armand Dubois, conseiller du Service des communications
514 666-7763, poste 296 - bureau
514 910-1754 - cellulaire